



MINISTÈRE
DES FINANCES



FACTURE
NORMALISÉE

NOTE D'INFORMATION À L'INTENTION DES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES INTÉRESSÉS PAR LA COMMERCIALISATION DES DISPOSITIFS ÉLECTRONIQUES FISCAUX PHYSIQUES

SOMMAIRE

I- APERÇU DE LA REFORME DE LA FACTURE NORMALISEE.....	3
II- NOTE D'OPPORTUNITE	3
III- DISPOSITIONS APPLICABLES A LA COMMERCIALISATION DES DEF PHYSIQUES.....	5
III.1 AGREMENT, HOMOLOGATION ET DISTRIBUTION DES DEF.....	5
III.2. DES OBLIGATIONS FOURNISSEURS ET DES DISTRIBUTEURS DES DEF.....	6
III.3.DU RETRAIT DE L'AGREMENT ET DE L'ATTESTATION DE CONFORMITE.....	6
IV-ANNEXES.....	7
IV.1. DEMANDE DE PRÉQUALIFICATION DU DISPOSITIF ÉLECTRONIQUE FISCAL PHYSIQUE (DEF).....	7
IV.2. DEMANDE D'HOMOLOGATION DU DISPOSITIF ELECTRONIQUE FISCAL PHYSIQUE (DEF)	9
IV.3. MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT.....	11
IV.4. ARRETÉ MINISTÉRIEL N°016 CAB MIN FINANCES 2025 DU 27 FÉV 2025 MODIFIANT L'ARRETÉ MINISTÉRIEL N°034 CAB(3).....	12

I- APERÇU DE LA REFORME DE LA FACTURE NORMALISEE

Instituée en République Démocratique du Congo par l'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée, la TVA est un impôt qui a pour support principal, la facture, conformément à l'alinéa 1^{er} de l'article 58 de la précitée, qui dispose : « Tout redevable de la taxe sur la valeur ajoutée qui livre des biens ou rend des services à un autre redevable ou réclame à ce dernier des acomptes donnant lieu à l'exigibilité de la taxe doit lui délivrer une facture normalisée produite par les dispositifs électroniques fiscaux ou un document en tenant lieu ».

Avant la révision de cette article, l'Ordonnance-Loi ne parlait que d'une « Facture » de manière simple jusqu'à ce que soit prise, en 2017, l'initiative de renforcer la régularité de cette facturation en instaurant, par les articles 59 ter et 59 quater de l'Ordonnance-Loi susmentionnée, l'existence des dispositifs électroniques fiscaux pour la délivrance des factures.

En fait, le terme Dispositif électronique fiscal physique, DEF-physique en sigle, désigne des appareils électroniques, à savoir l'Unité de Facturation (UF en sigle) et le Module de Contrôle de Facturation (MCF en sigle), dont les spécifications techniques sont définies par l'Administration des Impôts et destinés à être utilisés par les personnes physiques ou morales assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée dans leurs transactions aux fins de l'émission de la facture normalisée.

Brèvement, il sied de retenir ce qui suit :

- **UF (Unité de facturation)** : appareil électronique de facturation homologué par l'Administration fiscale et conçu pour enregistrer les données de facturation, gérer les articles, générer les statistiques de ventes, traiter les factures, fournir les éléments de sécurité pour authentifier, imprimer des factures, et transmettre les données à distance au serveur de l'Administration fiscale.

- **MCF (Module de Contrôle de Facturation)** : appareil électronique homologué par l'Administration fiscale, connecté à un Système de facturation d'entreprise (SFE) homologué pour son utilisation et conçu pour collecter les données de factures reçues des systèmes de facturation d'entreprises, pour effectuer le traitement des données de facturation, pour fournir des éléments de sécurité, pour authentifier et transmettre des données à distance au serveur de l'Administration fiscale.

II- NOTE D'OPPORTUNITE

La réforme de la facture normalisée, engagée par la République Démocratique du Congo à travers l'Administration des Impôts, est une réforme majeure de l'impôt indirect dans la mesure où elle représente un grand pas dans la digitalisation de la gestion de la TVA. A cet effet, la fourniture des Dispositifs Electroniques Fiscaux constitue une étape très importante dans l'exécution de cette réforme.

Dans l'objectif de mener à bien cette réforme, les dispositions fondamentales y relatives, reprises dans l'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée, sont renforcées par les actes réglementaires pris pour fixer les modalités de mise en œuvre de ladite réforme notamment par la définition des concepts et des rôles des parties prenantes dans la réforme.

Les fournisseurs des dispositifs électroniques fiscaux sont une composante de ces parties prenantes avec un rôle très important à jouer dans leur partition qu'est la fourniture du marché des dispositifs électroniques fiscaux physiques conformes aux spécifications techniques définies par la DGI, et ce, de manière ininterrompue.

Cette partition est assortie d'un cahier de charges et d'obligations retracées dans le Décret n°23/13 du 03 mars 2023 portant réglementation de la facture normalisée et fixation des modalités de mise en œuvre des dispositifs électroniques fiscaux, et dans l'Arrêté Ministériel N° 016/CAB/MIN/FINANCES/2025 du 27 février 2025 portant mesures d'application du Décret n°23/13 du 03 mars 2023 et fixant les conditions de commercialisation des dispositifs électroniques fiscaux physiques et des systèmes de facturation d'entreprise en République Démocratique du Congo.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'après l'obtention de l'agrément, un processus d'homologation mis en place au niveau de la Direction Générale des Impôts permet de vérifier la conformité des appareils proposés avec les spécifications techniques des DEF physiques.

Le processus d'agrément, d'homologation et de distribution des DEF se déroule selon la procédure suivante :

- soumission de la demande d'agrément ;
- étude de la demande d'agrément suivie d'une éventuelle décision de préqualification à prendre par le Comité d'agrément de la DGI dans un délai maximum de 50 jours ouvrables ;
- soumission de la demande d'homologation dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de la notification ;
- étude de la demande d'homologation suivie d'une éventuelle décision favorable à prendre par la Commission d'homologation de la DGI dans un délai maximum de 30 jours ouvrables ;
- délivrance de l'attestation de conformité pour chaque DEF.



L'administration compte rendre effective pour les contribuables, l'obligation de délivrer les factures normalisées en 2 phases :

Phase 1 : La réforme ne concernera que, dans un premier temps, les redevables de la TVA. Ils sont estimés à **12.000** redevables actifs à fin décembre 2024. Le début de cette phase est projeté pour mai 2025.

Phase 2 : La généralisation de la réforme se fera dans un second temps, à tous les contribuables actifs redevables d'impôts quel que soit leur régime d'imposition. Ils sont estimés à **115.000** à fin décembre 2024. Cette phase sera lancée au courant de l'année 2026.

NB : Il est précisé que :

- un nombre réduit de contribuables bénéficie d'une dérogation à la facture normalisée conformément à l'Arrêté Ministériel n° 44 N° 0.44./CAB/MIN/FINANCES/2024 du 30 décembre 2024 portant détermination des documents tenant lieu de facture normalisée en République Démocratique du Congo ;

- les e-DEF (e-UF et e-MCF) sont mis gratuitement à la disposition des contribuables. L'administration ne dispose pas d'informations prévisionnelles sur la proportion des contribuables qui vont opter pour les DEF ou les e-DEF. Toutefois, la réglementation astreint tout utilisateur de DEF à avoir un DEF de secours ;

- la population fiscale n'est pas figée. Il est attendu une augmentation du nombre de contribuables.

Les informations relatives aux besoins du marché ne sont pas uniquement qu'indicatives et peuvent considérablement évoluer. Il appartiendra aux distributeurs intéressés d'effectuer des études de marché plus approfondies en tant de besoin.

Eu égard à la qualité de potentiel partenaire de l'Administration dans le cadre de la réforme de la facture normalisée pour le fournisseur qui sera sélectionné, les candidats sont invités à participer au processus de sélection du fournisseur de DEF avec beaucoup d'engagement. Il est également exhorté à tous les candidats de visiter régulièrement le site internet de la DGI pour suivre l'actualité de la réforme.

III- DISPOSITIONS APPLICABLES A LA COMMERCIALISATION DES DEF PHYSIQUES

Les dispositions applicables à la commercialisation des DEF physiques sont prévues dans l'Arrêté n°016/CAB/MIN/FINANCES/2025 du 27 février 2025 modifiant l'Arrêté ministériel n°34/CAB/MIN/FINANCES/2023 du 23 octobre portant mesures d'application du Décret n°23/10 du 03 mars 2023 et fixant les conditions de commercialisation des dispositifs électroniques fiscaux, les conditions de commercialisation des dispositifs électroniques fiscaux physiques et des systèmes de facturation d'entreprise en République Démocratique du Congo.

Il traite :

- c de l'agrément, l'homologation et la distribution des DEF ; des
- c obligations des fournisseurs et des distributeurs des DEF du
- c retrait de l'agrément et de l'attestation de conformité.

3.1 AGREMENT, HOMOLOGATION ET DISTRIBUTION DES DEF

Il est prévu un délai maximum de 50 jours ouvrables à compter de la date du dépôt du dossier pour la préqualification d'un soumissionnaire dans la commercialisation des DEF physiques.

La préqualification est décidée par le comité d'agrément par suite d'une procédure d'appel d'offre où les opérateurs économiques concernés sont invités à produire un dossier comportant les documents tels que prévus à l'article 6 de l'Arrêté susvisé.

Lorsque le préqualifié fait preuve d'une capacité technologique, financière et organisationnelle conformément aux dispositions de l'article 7, son dossier est validé et il dispose d'un délai de 15 jours pour faire une demande d'homologation.

Le comité d'homologation dispose au maximum d'un délai de 30 jours pour reconnaître la conformité des modèles de DEF soumis à son approbation. Le cas échéant, une attestation de conformité est délivrée par le DGI au fournisseur avec un numéro d'identifiant du DEF. Cette attestation est valable tant qu'aucune modification n'est intervenue.

La distribution des DEF homologués est assuré par les fournisseurs agréés par l'intermédiaire des distributeurs. Ils sont présents sur l'ensemble du territoire de la RDC réparti en trois zones.

3.2 DES OBLIGATIONS FOURNISSEURS ET DES DISTRIBUTEURS DES DEF

Les fournisseurs DEF ont l'obligation de désigner et de former les distributeurs dans les zones qui leurs sont attribuées. Ils doivent également garantir la disponibilité des DEF ainsi que des pièces de rechanges. Ils fixent librement le prix de leurs prestations et de celui du DEF.

Quant aux distributeurs, ils forment, assistent les utilisateurs, assurent la maintenance des machines et le service-après-vente. Toute défaillance constitue un manquement assorti de sanction fiscale.

3.3 DU RETRAIT DE L'AGREMENT ET DE L'ATTESTATION DE CONFORMITE

Conformément aux dispositions de l'article 32 de l'Arrêté Ministériel N° 016/CAB/MIN/FINANCES/2025 du 27 février 2025 portant mesures d'application du Décret n° 23/13 du 03 mars 2023 et fixant les conditions de commercialisation des dispositifs électroniques fiscaux physiques et des systèmes de facturation d'entreprise en République Démocratique du Congo, le retrait de l'agrément et de l'attestation de conformité peut intervenir dans cas ci-après :

- ❑ la dissolution de la personne morale ;
- ❑ l'incapacité d'honorer les obligations qui incombent aux fournisseurs trois mois après une mise en demeure de l'Administration fiscale ;
- ❑ la commercialisation des DEF non homologués par l'Administration fiscale ;
- ❑ Toute décision de retrait est notifiée par le DGI au fournisseur et publiée au Journal officiel.



NOTE D'INFORMATION À L'INTENTION DES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES INTÉRESSÉS PAR LA COMMERCIALISATION DES DISPOSITIFS ÉLECTRONIQUES FISCAUX PHYSIQUES

IV- ANNEXES

5.1 DEMANDE DE PRÉQUALIFICATION DU DISPOSITIF ÉLECTRONIQUE FISCAL PHYSIQUE (DEF)

À

**Monsieur le Directeur Général des Impôts
Kinshasa**

Date : _____

Nous :

Dénomination sociale

Numéro

Impôt RCCM

dont le siège social est situé à

Adresse

Téléphone

E-mail

**Voudrions soumettre la demande de préqualification pour la fourniture des DEF
physiques suivants :**

#	Type (UF ou MCF)	Fabricant	Modèle	Pays d'origine
1				
2				
5				

Nous nous engageons à :

- c** fournir toutes les pièces énumérées à l'article 6 de l'arrêté ministériel N°016/CAB/MIN/FINANCES/2025 du 27 février 2025 modifiant l'arrêté ministériel N°034 CAB/MIN/FINANCES/2023 du 23 octobre 2023 portant mesures d'application du décret n°23/13 du 03 mars 2023 et fixant les conditions de commercialisation des dispositifs électroniques fiscaux physiques et des systèmes de facturation d'entreprise en République Démocratique du Congo ;
- c** faciliter le processus de validation des conditions telles que définies dans l'article 7 du même arrêté ministériel ;
- c** répondre à toutes les demandes du Comité d'agrément dans les délais prescrits.

Pour le compte de :

Nom :

Titre :

Date :

Signature et cachet :

**52 DEMANDE D'HOMOLOGATION DU DISPOSITIF ELECTRONIQUE FISCAL
PHYSIQUE (DEF)**

À
Monsieur le Directeur Général des Impôts
Kinshasa

Date : _____

Nous :

Dénomination sociale

Numéro Impôts

RCCM

dont le siège social est situé à

Province

Ville

Commune

Quartier

Rue

Téléphone

E-mail

Voudrions soumettre la demande pour (choisir une option) :

☐ HOMOLOGATION

☐ RE-HOMOLOGATION (attestation N° _____)

Type	<input type="checkbox"/> UF <input type="checkbox"/> MCF
Modèle	
Version logicielle	

Version matérielle	
Pays d'origine	

Désignation du fabricant/éditeur

Nom de la société

Pays

Numéro Impôts

RCCM

Adresse

Téléphone

E-mail

Nous nous engageons à :

- ☒ fournir toute la documentation nécessaire telle que définie dans l'article 11 de l'arrêté ministériel n°016/CAB/MIN/FINANCES/2025 du 27 février 2025 modifiant l'arrêté ministériel n°034 CAB/MIN/FINANCES/2023 du 23 octobre 2023 portant mesures d'application du décret n°23/10 du 03 mars 2023 et fixant les conditions de commercialisation des dispositifs électroniques fiscaux physiques et des systèmes de facturation d'entreprises en République Démocratique du Congo ;
- ☒ répondre à toutes les demandes du Comité d'homologation dans les délais prescrits.

Pour le compte de :

Nom :

Qualité :

Date :

Signature et cachet :

EN-TETE DE L'ENTREPRISE

Acte d'engagement

1. Par la présente, _____ (**raison sociale**), représentée par _____ (**Prénoms, Nom et Post-nom du Représentant**) s'engage, après avoir pris connaissance de la présente note d'information, à se soumettre aux conditions de commercialisation des dispositifs électroniques fiscaux (DEF) physiques conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel l'arrêté ministériel n°016 /cab/min/finances/2025 du 27 février 2025 modifiant l'arrêté ministériel n°034/cab/min/finances/2023 du 23 octobre 2023 portant mesures d'application du décret n°23/13 du 03 mars 2023 et fixant les conditions de commercialisation des dispositifs électroniques fiscaux physiques et des systèmes de facturation d'entreprise en République Démocratique du Congo

Ledit engagement est valable pour toutes les notes de services prises en publication de l'arrêté suscité

Fait à....., le

M (Prénoms, Nom et Post-nom) de la personne habilitée à engager juridiquement l'entreprise ou l'entité partenaire

Signature (Cachet de l'entreprise)



**MINISTÈRE
DES FINANCES**



**ARRETÉ MINISTÉRIEL N°016 CAB MIN
FINANCES 2025 DU 27 FÉV 2025 MODIFIANT
L'ARRETÉ MINISTÉRIEL N°034 CAB**





MINISTÈRE DES FINANCES

Le Ministre

N° 16

Antony

**ARRÊTÉ MINISTÉRIEL N° 16 CAB/MIN/FINANCES/2025 DU ...J.
2025 MODIFIANT L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL N°034 CAB/MIN/FINANCES/2023 DU 23
OCTOBRE 2023 PORTANT MESURES D'APPLICATION DU DÉCRET N°23/10 DU 03
MARS 2023 ET FIXANT LES CONDITIONS DE COMMERCIALISATION DES
DISPOSITIFS ÉLECTRONIQUES FISCAUX PHYSIQUES ET DES SYSTÈMES DE
FACTURATION D'EMPREPRISE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**

LX MINISTRE DES FINANCES,

Vu la Constitution, telle qu'elle a été modifiée par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2016, spécifiquement en son article 91 ;

Vu la Loi n°14/003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, telle que modifiée à ce jour ;

Vu l'Ordonnance-Loi n°11/001 du 20 août 2011 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu l'Ordonnance n°14/002 du 1^{er} avril 2014 portant nomination d'un Premier ministre ;

Vu l'Ordonnance n°14/039 du 18 mai 2014 portant nomination des Vice-Présidents, des Ministres, des Ministres délégués et des Vice-ministres ;

Vu l'Ordonnance n°24/S8 du 11 octobre 2014 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement, ainsi qu'entre les membres du Gouvernement, spécialement en son article 10 ;

Vu le Décret n°11/42 du 22 novembre 2011 portant mesures d'exécution de l'Ordonnance-loi n°11/001 du 20 août 2011 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ;

Vu le Décret n°23/10 du 03 mars 2023 portant réglementation de la facture normalisée et fixation des modalités de mise en œuvre des dispositifs électroniques fiscaux ;

[Signature]

Vu le Décret n°23/13 du 03 mars 2023 portant sur l'organisation et fonctionnement de l'Administration des Postes, des Télécommunications et des Technologies de l'Information et de la Communication du Congo, ARPTIC en abrégé ;

Vu l'Arrêté ministériel n° 034 CAB/MIN /FIN/MNCES/2023 du 33 octobre 2023 portant sur les conditions et modalités d'homologation des équipements terminaux et installations radioélectriques en République Démocratique du Congo ;

Reçu l'Arrêté ministériel n° 034 CAB/MIN /FIN/MNCES/2023 du 33 octobre 2023 portant sur les conditions d'application de Décret n°23/13 du 03 mars 2023 et Avant les conditions de commercialisation des dispositifs électroniques fiscaux physiques et des systèmes de facturation d'entreprise en République Démocratique du Congo

Considérant la nécessité de fixer les conditions et les modalités de commercialisation des dispositifs électroniques fiscaux physiques et des systèmes de facturation d'entreprise et de s'assurer la délivrance de la facture normalisée et un suivi optimal de la collecte de la taxe sur la valeur ajoutée en République Démocratique du Congo ;

Vu la nécessité et l'urgence,

CHAPITRE 1^{er} : DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Section 1^{ère} : De l'objet et du champ d'application

Le présent arrêté des modalités et conditions de commercialisation des dispositifs électroniques fiscaux physiques et des systèmes de facturation d'entreprise en République Démocratique du Congo, conformément aux dispositions du Décret n°23/10 du 03 mars 2023 portant réglementation de la facture normalisée et (fixation des modalités de mise en œuvre des dispositifs électroniques fiscaux.

Section 2 : Des dispositions

Article 2

Aux termes du présent Arrêté, on entend par :

1. **Agrément** : procédure mise en place par l'Administration fiscale afin de préqualifier un fournisseur répondant aux conditions de commercialisation des dispositifs électroniques fiscaux physiques en République Démocratique du Congo.
2. **Attestation de conformité** : document délivré par le Directeur Général des Impôts à l'issue de la procédure d'homologation, attestant que le dispositif électronique fiscal ou le système de facturation d'entreprise est conforme aux règles et spécifications édictées par l'Administration fiscale.
3. **Comité d'agrément** : comité institué par le Directeur Général des Impôts pour évaluer si un fournisseur remplit les conditions nécessaires à la commercialisation des dispositifs électroniques fiscaux physiques en République Démocratique du Congo.



4. Commission d'homologation : commission inscrite par le Directeur Général des Impôts pour procéder à l'homologation des dispositifs électroniques fiscaux physiques et des systèmes de facturation normalisée.
5. **Dispositifs électroniques fiscaux physiques**, DEF-physique en sigle : appareils électroniques, notamment l'unité de facturation (LFA) et le module de contrôle de l'acquisition (LCF), dont les spécifications techniques sont définies par l'Administration fiscale et qui sont destinés à être utilisés par les personnes physiques ou morales éligibles dans le cadre de leurs transactions, afin d'imprimer la facture normalisée.
6. Distributeur des unités de facturation, UF en sigle, et des modules de contrôle de facturation, MCF en sigle : toute entreprise fixant sur la liste des fournisseurs agréés par l'Administration fiscale, autorisée à rendre ces dispositifs et à fournir les services après-vente aux assujettis.
7. **Facture normalisée** : facture imprimée sous différents formats et transmise par des dispositifs électroniques fiscaux, elle comprend les mentions obligatoires et les éléments de sécurité prévus à l'article 26 du Décret n°23/10 du 05 mars 2023 portant règlementation de la facture normalisée et fixation des modalités de mise en œuvre des dispositifs électroniques fiscaux en République Démocratique du Congo.
8. Fournisseur de système de facturation d'entreprise : toute entreprise ayant conçu, développé ou importé, en vue de sa commercialisation, un ou plusieurs systèmes de facturation d'entreprise homologués par l'Administration fiscale.
9. Fournisseur des dispositifs électroniques fiscaux : toute entité ayant fabriqué ou importé, en vue de leur commercialisation, des dispositifs électroniques fiscaux physiques homologués par l'Administration fiscale.
10. Homologation : procédure mise en place par l'Administration fiscale pour vérifier si un dispositif électronique fiscal est conforme aux règles et spécifications définies par elle.
11. Système de facturation d'entreprise, SFE en sigle : logiciel ou solution informatique permettant à une entreprise de gérer tout ou partie de son processus de facturation.
12. **Test de conformité des dispositifs électroniques physiques ou des systèmes de facturation d'entreprise** : procédure mise en œuvre par l'Administration fiscale pour vérifier si les DEF ou les SFE répondent aux normes ou spécifications définies dans le cahier des charges élaboré par elle.
13. **Test de fiabilité des dispositifs électroniques fiscaux physiques ou des systèmes de facturation d'entreprise** : procédure mise en œuvre par l'Administration fiscale pour vérifier le bon fonctionnement des DEF et des SFE.

CHAPITRE 2 : DE L'AGRÈMENT, DE L'HOMOLOGATION ET DE LA DISTRIBUTION DES DEF ET SFE

Section 1^{re}. De l'agrément

Article 3

Conformément à l'article 1^{er} du Décret n°23/10 du 05 mars 2023 portant règlementation de la facture normalisée et fixation des modalités de mise en œuvre des dispositifs électroniques fiscaux en République Démocratique du Congo, tout fournisseur de dispositifs électroniques fiscaux physiques doit obtenir un agrément délivré par l'Administration fiscale.

Le délai maximum pour le traitement d'une demande d'agrément est fixé à trente (30) jours à compter de la date du dépôt complet du dossier.

Signature

Page 1

Un Comité d'agrément est institué par le Directeur Général des Impôts pour examiner et préqualifier les fournisseurs remplissant les conditions requises pour la commercialisation des dispositifs électroniques fiscaux physiques.

Article 5

Les fournisseurs des dispositifs électroniques fiscaux physiques sont agréés à l'issue d'un appel public adressé aux opérateurs économiques intéressés.

Les étapes de la procédure sont les suivantes :

1. La publication de l'avis à manifestation d'intérêt par l'Administration fiscale ;
2. La transmission aux opérateurs économiques intéressés, des informations nécessaires pour leur candidature à la préqualification, qui porte sur la vérification d'un nombre minimal de spécifications ;
3. La décision de préqualification prise par le Comité d'agrément après évaluation des candidatures.

Les fournisseurs retenus doivent prendre l'engagement de desservir deux zones géographiques distinctes, telles que définies à l'article 21 du présent arrêté.

Article 6

Le dossier de demande de préqualification des fournisseurs de dispositifs électroniques fiscaux doit être soumis au Directeur Général des Impôts et comprendre les documents suivants :

- L'un formulaire de demande de préqualification dûment rempli, conformément au modèle fourni par l'Administration fiscale ;
- L'un contrat de partenariat rédigé en français entre le fabricant et le requérant, dont une autorisation officielle du fabricant ;
- Le tableau de conformité rempli selon les spécifications de préqualification ;
- L'une copie du Registre de Commerce et du Crédit mobilier ;
- L'une copie de la notification du numéro d'identification fiscale ;
- L'une copie de l'identification nationale du requérant ;
- L'une attestation fiscale en cours de validité (quitus fiscal) ;
- L'une attestation de régularité de la Caisse nationale de la Sécurité Sociale (CNSS) ;
- L'une attestation bancaire démontrant la capacité financière du fournisseur ;
- L'un acte d'engagement dûment signé à respecter les obligations des fournisseurs de D ÉF contenues dans le présent arrêté.

Tous les documents du dossier d'agrément devront être rédigés ou traduits en français.

L'agrément est octroyé sans délai par l'Administration fiscale (*) jusqu'à l'expiration de l'avis à manifestation d'intérêt. Cette période peut être prolongée en cas de besoin par décision du ministre des Finances.

Article 7

Pour être agréé, le fournisseur de dispositifs électroniques fiscaux physiques doit répondre aux critères suivants :



- **Exigence légale** : disposer des documents légaux nécessaires en République Démocratique du Congo, conformément à l'article 11 de la Loi ;
- **Capacité technologique** : justifier d'une capacité technologique adéquate, soutenue par un contrat ou un protocole d'accord conclu d'une durée minimale de vingt-quatre (24) mois avec un fabricant reconnu de dispositifs électroniques fiscaux physiques ;
- **Capacité financière** : fournir une attestation prouvant sa solidité financière ou d'endettement d'un montant équivalent à au moins 10 fois le DEF physique*.

cte8

L'opérateur économique préqualifié dispose d'un délai maximal de quinze (15) jours ouvrables, à compter de la réception de la notification de l'acte d'agrément, pour soumettre une demande d'homologation auprès de la Commission d'homologation.

En cas de non-respect de ce délai, l'Administration fiscale adresse une mise en demeure au fournisseur pour qu'il soumette sa demande dans un délai supplémentaire de dix (10) jours ouvrables. Le fournisseur peut toutefois présenter une demande de prolongation justifiée, soumise à l'approbation de l'Administration fiscale.

Le défaut de soumission de la demande d'homologation dans les délais impartis entraîne le retrait d'office de l'agrément.

Le nombre de fournisseurs agréés est illimité.

Section 2 : De l'homologation

Article 9

La Commission d'homologation, dont les membres sont désignés par le Directeur Général des Impôts, est mise en place pour vérifier la conformité et la fiabilité des dispositifs électroniques fiscaux physiques (OEF) et des systèmes de facturation d'entreprise (SEE).

Le délai maximum de la procédure d'homologation est fixé à trente (30) jours ouvrables à compter de la date de dépôt complet du dossier.

Article 10

Les procédures d'homologation des **Unités de Facturation (UF)** et des **modules de Contrôle de l'Authentification Fiscale (CAF)** sont définies par le présent arrêté et détaillées dans une note de service émise par le Directeur Général des Impôts.

Article 11

Le dossier de demande d'homologation des DEF et SEE doit être soumis par le fournisseur au Directeur Général des Impôts.

Ce dossier comprend les documents suivants :

- Le formulaire de demande d'homologation dûment rempli ;
- Une copie du Registre de Commerce et du Crecfis attribué ;

- L'incorporation x-alani quiru> fiscal en cours de s-alidiic .
- J_n ccrdficat d'affiliatiun u ia Caisse N'aonale de la 3ccuriic Sc'ciale (CASS) ;
- L'acte d'agremeni délivré pau le Directeur U én2ral des Impots (pour les fuur **Recurs** de DEE) ;
- t"ne enpie de l'itlenüfimmön natininnir ;
- En czatalogue détaillant les caractéristiques techniques du DEF ou du SFE ;
- En certificat d'homologation des équipements terminaux déli é par l'.IRPTC ou l' tR l'IC, le cas échéant ;
- Les fiches techniques contenant les spécificadons du produit soumis s hoimoloytion.

Le prototype du DEF ou du SFE, soumis à l'hcimologation, doit accompnagnez le dossier.

Tous lts documena du dossier de demande d'homologation de-ront être rédigés ou traduits en français.

Lors du dépôt du dossier, un récépissé est délivré «u fournisseur requémnt à titre d'accusé de réception.

Article 12

Lorsque le dossier est jugé complet et conforme, la Commission d'homologation invite le requérant à procéder aux tests de fiabilité et de conformité des dispositifs électroniques fiscaux physiques ou du système de facturation d'entreprise.

Tout dossier incomplet ou non conformé est rejete, avec notification écrite au requérant précisant les éléments manquants ou non conformes.

Pri cas de rejet pour non-conformité ou incomplétude, le fournisseur peut soumettre un dossier corrigé dans un délai de quinze (15) jours ouvrables à compter de la notification de rejet.

Le fournisseur requémnt est tenu de démontrer, devant la Commission d'homologation, la fiabilité et la conformité des DEF ou des STE soumis à évaluation.

Article 14

A l'issue de la procédure d'homologation, les modèles des DEF et des SFT-i reconnus conformes aux spécifications techniques reçoivent une attestation de conformité délivrée par le Directeur Général des Impôts. Cette attestation comporte :

- En numéro d'identification de dispositif (NID) pour les DES ;
- Un identifiant de système de facturation Est pour l« srF.

Seuls les DEF et les SFE homologués sont autorisés à générer la facture normalisée.

En cas de rejet, le Directeur General des Impôts notifie au requérant la décision motivée dans le délai prévu à l'article 9 ci-dessus.

Article 15

L'attestation indicative de conformité définitive est valable tant qu'aucune modification matérielle ou logicielle n'a été apportée au DEF ou au SFE présenté à l'homologation.



fi)ette sites In ti ou est [ite]pcc ati fournisseur recipiendaire et celui re leà deux me'deles dts DEI'. S saveur les t. F et les Dft-F. ainsi que le OFF..

Azôte J6

Toute modification matérielle ou logicielle majeure apportée au DEI' après homologation est soumise à une nouvelle procédure d'homologation, conformément aux dispositions du présent article.

Toute modification logicielle apportée au SAFE après homologation est également soumise à une nouvelle procédure d'homologation.

Les modifications mineures, telles que les mises à jour de firme-are, ne nécessitent pas une homologation complète mais doivent faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de l'Administration fiscale.

Tout contribuable ayant développé ou fait développer son propre SFE, sans intention de le commercialiser, est tenu de se conformer à La procédure d'homologation par le présent arrêté.

Azôte 18

Les décisions d'homologation sont unifiées individuellement aux destinataires.

Section 3 : De la distribution des DEF et SFE

Article 19

La commercialisation des dispositifs électroniques fiscaux (DEF), homologués par l'Administration fiscale, est assurée par les distributeurs recrutés par les fournisseurs agréés dans leurs zones de distribution. Les distributeurs résidentaires et les entreprises des DFF phj-signes et assurent les services après-vente.

La distribution des DEF est réservée aux personnes physiques ou morales de droit congolais, dûment immatriculées au Registre du Commerce et du Crédit mobilier (RCCM).

Article 20

La commercialisation des systèmes de facturation d'entreprise (SFE) est également réservée aux personnes physiques ou morales de droit congolais, dûment immatriculées au Registre du Commerce et du Crédit mobilier (RCCM).

Nul ne peut commercialiser des AfiE sans figurer sur la liste des fournisseurs dont les produits ont été homologués par l'Administration fiscale.

Article 21

Il est créé en République Démocratique du Congo trois (3) zones de distribution de dispositifs électroniques fiscaux (DEF) :

- Zone 1 : Haut-Katanga, Haut-Lomami, Lualaba, Tanganyika, Sud-Kivu, Kivu-Central ;
- Zone 2 : Kinshasa, Shaba, Itombi, Haut-Léopold, Bas-Léopold, L'Angola, N... @... <... >... @... équateur, Tshuana, Ilala-firima, Kwilu, Kwana et Ilaniema ;
- Zone 3 : Morel-Kisumu, Kongo-Central, Lomami et Sarikuru.



des zones de distribution peuvent être reclassées par l'Administration fiscale en fonction des réalités administratives et territoriales du pays.

Article 22

Les fournisseurs retenus à l'issue de l'appel à manifestation d'intérêt ne se voient pas attribuer spécifiquement de zones géographiques. Cependant, ils sont tenus de sélectionner au moins des des trois zones de distribution définies à l'article 21 du présent arrêté et d'assurer la distribution des DEF dans l'ensemble des provinces incluses dans les zones choisies.

Les fournisseurs de DEF sont responsables de mettre en place un réseau de distributeurs couvrant les provinces qu'ils desservent. Ce réseau doit garantir un accès optimal et équitable aux dispositifs électroniques fiscaux pour les utilisateurs finaux.

CHAPITRE 3 : DES OBLIGATIONS DES FOURNISSEURS ET DES DISTRIBUTEURS DES DEF ET DES FOURNISSEURS DE SFE

Section Ière : Des obligations des fournisseurs des DEF

Article 23

Le fournisseur de DEF est tenu :

1. De désigner et de former des distributeurs dans les zones de distribution qui lui sont attribuées ;
2. De transmettre, par procuration, à l'Administration fiscale, une liste actualisée contenant les coordonnées et adresses des distributeurs ;
3. De soumettre un rapport trimestriel à l'Administration fiscale. Ce rapport doit détailler :
 - o Les activités des distributeurs ;
 - o La liste des DEF vendus ;
 - o Les formations organisées ;
 - o Les éventuelles difficultés rencontrées dans les zones de distribution.

Article 24

Les fournisseurs sont tenus :

- 1) Grandir la disponibilité des DEF en maintenant un stock de sécurité et reconstituant ce stock en cas d'utilisation, dans un délai maximum de soixante (60) jours. La situation du stock doit être signalée mensuellement à l'Administration fiscale, qui peut procéder à un inventaire à tout moment ;
- 2) Garantir la disponibilité des pièces de rechange pour une durée minimale de trois (3) ans à compter de la date de la vente ;
- 3) Transmettre dans les quinze premiers jours de chaque mois, à l'Administration fiscale, une liste des DEF vendus au cours du mois précédent, incluant les informations suivantes :
 - a. Numéro d'identification de l'appareil (ID) ;
 - b. Fabricant et modèle ;
 - c. Date de vente ;
 - d. Numéro d'identification fiscale (IF) et adresse de l'acheteur ;
- 4) Transmettre à l'Administration fiscale les informations sur les membres de son réseau de distribution (raison sociale et contacts du distributeur, zone de distribution affectée).
- 5) Informer l'Administration fiscale de toute modification matérielle ou logicielle affectant un DEF et soumettre le dispositif à une nouvelle homologation si nécessaire.



Article 25

Le prix des DEP et des prestations relatives à la formation, à l'installation et aux mises à jour des logiciels sur les appareils, est fixé librement par les fournisseurs pour chacune des zones de distribution et est à la charge de l'utilisateur. Le prix fixé par le fournisseur s'impose aux distributeurs qui doivent respecter le prix fixé.

Dans tous les cas, les fournisseurs de GON physiques doivent en informer l'administration fiscale du prix de vente au distributeur et du prix de revente des distributeurs par zone.

En cas de modification des prix, le fournisseur est tenu d'en informer l'administration fiscale.

Les fournisseurs doivent également s'assurer que les prix appliqués par les distributeurs respectent les conditions fixées dans les zones de distribution.

Article 26

Le fournisseur est tenu d'informer l'Administration fiscale des conditions générales de vente et de les afficher de manière visible dans ses locaux.

En cas de non-respect des dispositions énoncées dans le présent chapitre, les fournisseurs s'exposent :

1. Aux amendes prévues par la législation fiscale en vigueur ;
2. Aux sanctions prévues par le Code Pénal, sans préjudice des autres mesures correctives.

Section 2 : Des obligations des distributeurs des DEP

Article 27

Les distributeurs de dispositifs électroniques fiscaux (DEF) sont responsables de la revente des dispositifs et de la fourniture des services après-vente aux utilisateurs. Ces services comprennent notamment la formation à l'utilisation des DEF, leur installation, leur maintenance et l'assistance technique.

Le prix des DEP est fixé par le fournisseur en concertation avec les distributeurs, en tenant compte des spécificités des zones de distribution, notamment les frais d'approche nécessaires pour garantir la disponibilité des dispositifs dans toutes les zones. Toute modification des prix par le distributeur doit être notifiée au fournisseur et validée par l'Administration fiscale. Les distributeurs sont tenus de respecter les principes suivants et adaptés aux réalités de chaque zone de distribution.

Les distributeurs doivent être des entreprises légalement constituées en République Démocratique du Congo, dûment immatriculées au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) et disposant d'un Numéro d'Identification Fiscale (NIF actif). En outre, ils doivent s'assurer d'une couverture opérationnelle des zones qui leur sont attribuées, en respectant les normes et les engagements pris lors de leur collaboration avec les fournisseurs.

Section 3 : Des obligations des fournisseurs de systèmes de facturation d'entreprise

Article 28

Les fournisseurs de JSFE sont tenus de garantir le respect des critères suivants :



- L'inaltérabilité : le système de facturation d'entreprise enregistre toutes les données, les consulte et les rend accessibles. Si des corrections, notamment modifications ou annulations, sont apportées à des opérations, ces corrections donnent également lieu à un enregistrement ;
- La sécurité : les données d'origine doivent être sauvegardées et la restitution de leur état d'origine
- La conservation : le SFE prévoit une clôture journalière, mensuelle et annuelle des données qui doit être conservées ;
- L'archivage des données : le SFE permet d'archiver les données enregistrées selon une périodicité minimale d'une à trois ans. Ces données, datées et signées, sont archivées par des procédés qui garantissent l'intégrité dans le délai de conservation conformément à la législation fiscale en

Article 29

Toute défectuosité à l'égard des critères énumérés à l'article 28, constatée ultérieurement par l'Administration fiscale, constitue un manquement grave. Les fournisseurs reconnus coupables de telles défaillances s'exposent aux sanctions prévues par la législation fiscale en vigueur. Ces sanctions peuvent inclure des amendes administratives et, le cas échéant, des poursuites pénales contre les auteurs, co-auteurs et complices impliqués dans des actes intentionnels de fraude ou de falsification.

CHAPITRE 4 : DU RETRAIT DE L'AGREMENT ET DE L'ATTESTATION DE CONFORMITÉ

Article 50

L'agrément ou l'attestation de conformité peut être retiré dans les cas suivants :

- Dissolution de la personne morale titulaire de l'agrément ;
- » Incapacité du fournisseur à honorer ses obligations trois (3) mois après une mise en demeure émise par l'Administration fiscale ;
- Commercialisation de dispositifs électroniques Oiseaux (DEF) ou de systèmes de facturation d'entreprise (SFE) non homologués par l'Administration fiscale.

Dans le cas où l'attestation de conformité du DEF retirée est suivie par une nouvelle attestation (re-homologation en raison de la mise à jour), le fournisseur de DEF est tenu de mettre à la disposition des fichiers de mise à jour à l'Administration fiscale afin d'assurer les mises à jour de toutes les machines.

Dans le cas où l'attestation de conformité du SFE retirée est suivie par une nouvelle attestation (re-homologation en raison de la mise à jour), le fournisseur de SFE est tenu de mettre à la disposition des fichiers de mise à jour à tous les contribuables afin qu'ils passent effectuer la mise à jour du SFE au niveau de leurs entreprises.

Les fournisseurs de DEF sont tenus d'informer l'Administration fiscale des points de vente appliqués aux distributeurs ainsi que des points de vente par zone de localité ou de distribution, tout manquement à cette obligation expose les fournisseurs aux sanctions prévues par la législation en vigueur.

Les systèmes de facturation d'entreprise (SFE) intégrés dans des systèmes d'information globaux, tels que les TRI, sont exemptés de cette obligation, sous réserve d'une déclaration préalable à l'Administration fiscale.

806

Article 31

La décision de retrait de l'agrément ou de l'attestation de conformité est notifiée par le Directeur Général des Impôts au fournisseur concerné. Cette décision est également publiée au Journal Officiel pour en assurer la publicité légale,

Le non-respect de l'une quelconque des dispositions du présent décret* est sanctionné conformément* l'Ordonnance-Loi n° 001 de 20 août 2010 portant instauration de la taxe sur la valeur ajoutée, telle que modifiée et complétée à ce jour,

CHAPITRE 5 : DES DISPOSITIONS FINALES

Article 32

Le Directeur Général des Impôts est chargé de l'exécution du présent décret, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Doudou FWAMBA LIKUNDE LI-BOTAYI

